

la troisième décennie, mais il a repris de la vigueur dans la première moitié des années 1980. L'opinion est maintenant plus souple (voir l'analyse donnée plus loin), et, avec le déclin des tensions de la Guerre froide, tous les partis s'intéressent maintenant davantage à la "protection de la souveraineté" comme étant un des rôles des forces armées canadiennes. Protéger le Grand Nord canadien contre ce qui menace son environnement naturel et humain représente une cause que la majorité des Canadiens et Canadiennes appuient. L'accroissement de la présence militaire canadienne (et du nombre de sous-marins, notamment) dans cette région serait sans doute utile à cet égard, mais on n'est pas près de s'entendre sur la nature et l'envergure des moyens militaires à employer, ni sur les budgets à y consacrer. Comme nous le disions l'an dernier, à la fin de notre examen annuel, "le Canada doit adopter une perspective plus vaste à l'égard de ses territoires septentrionaux, perspective qui doit comprendre une coopération avec les autres États circumpolaires et mettre en lumière sa vision d'un Arctique où la paix règne".

L'opinion publique

Le sondage d'opinion mené par l'ICPSI en 1988 a confirmé les tendances décelées en 1987. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, la population canadienne ne perçoit plus l'URSS comme étant une menace militaire aussi grande, et elle doute autant des politiques des États-Unis que de celles de l'Union soviétique. À ses yeux, la course aux armements et le risque qu'un conflit régional entraîne une guerre nucléaire représentent la pire menace. Fait un peu surprenant, l'accord sur les FNI et la perspective d'une réduction de 50 p. 100 des armes nucléaires, grâce aux négociations START, n'ont pas vraiment rasséréiné les Canadiens et Canadiennes au sujet de la guerre nucléaire : ils craignent toujours beaucoup qu'un